

Plan Local d'Urbanisme

Commune
de Pernes les Fontaines

Approbation du PLU

Décembre 2016

Pièce 2 : Projet d'Aménagement et
de Développement Durable

URBANISTE MANDATAIRE

Agence Montpellier - Saint-Clément
49, boulevard de la Colline
34 980 Saint-Clément-de-Rivière
09 50 87 86 90
06 63 93 65 33
v.berti@latelier-avb.fr



Sommaire

| | |
|--|----|
| Préambule | 5 |
| Les orientations générales | 8 |
| 1. Contenir l'urbanisation des Valayans en assurant le développement des équipements existants | 14 |
| 1.1. Concentrer le développement urbain des Valayans en dessinant de nouvelle limite de l'enveloppe urbaine | 15 |
| 1.2. Recomposer et développer le tissu villageois au moyen d'opérations de renouvellement urbain mixte | 16 |
| 1.3. Protéger et restaurer la valeur écologique du Grand Pratmirail en stoppant toute forme d'urbanisation | 17 |
| 2. Préserver de l'urbanisation la partie agglomérée de Pernes située au sud de l'axe RD 1 - RD 28 (hors centre historique) | 19 |
| 2.1. Limiter le développement de l'habitat sur les collines et les zones boisées d'habitat diffus | 19 |
| 2.2. Définir de nouvelles limites de l'urbanisation sur les franges urbaines Sud-Est sensibles au paysage | 21 |
| 2.3. Préserver de l'urbanisation les boisements significatifs en restaurant les équilibres écologiques | 23 |
| 3. Densifier et diversifier le tissu urbain aggloméré de Pernes situé au Nord de l'axe RD 1 - RD 28 et protéger le centre historique | 25 |
| 3.1. Définir de nouvelles limites de l'enveloppe urbaine afin de limiter l'étalement urbain | 26 |
| 3.2. Densifier et diversifier le tissu aggloméré en utilisant des formes urbaines faiblement consommatrices de foncier | 27 |
| 3.3. Accroître le parc social au sein des nouveaux quartiers | 29 |
| 3.4. Protéger le centre historique et ses abords immédiats | 30 |

| | |
|--|-----------|
| 4. Conforter, développer et diversifier le tissu économique et les équipements | 32 |
| 4.1. Permettre l'accueil de nouvelles entreprises au sein des zones d'activités économiques..... | 32 |
| 4.2. Conforter l'activité économique du centre ville de Pernes et des Valayans | 33 |
| 4.3. Adapter les équipements à la population existante et nouvelle | 33 |
| 4.4. Favoriser le développement des communications numériques | 34 |

| | |
|--|-----------|
| 5. Maintenir et valoriser la vaste zone agricole qui ceinture l'urbanisation | 35 |
| 5.1. Maintenir la vaste plaine agricole et bocagère située au Nord-Ouest de la commune | 35 |
| 5.2. Etendre la zone cultivée et boisée située à l'Est de l'axe de la RD 1..... | 36 |
| 5.3. Permettre au bâti ancien d'évoluer au sein de l'ensemble des espaces agricoles..... | 37 |

| | |
|--|-----------|
| 6. Protéger, valoriser les espaces naturels et les corridors écologiques | 38 |
| 6.1. Proscrire toute nouvelle construction le long de la Sorgue de Velleron, de la Nesque et du canal de Carpentras..... | 38 |
| 6.2. Restaurer les milieux naturels dégradés..... | 39 |
| 6.3. Créer et valoriser des zones de détente au sein des espaces naturels loisirs | 40 |

| | |
|---|-----------|
| 7. Préserver la ressource en eau | 42 |
| 7.1. Assurer la qualité des eaux par la lutte contre la pollution | 42 |
| 7.2. Prendre en compte les risques d'inondation..... | 42 |
| 7.3. Préserver et restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques | 43 |
| 7.4. Préserver et mettre en valeur le patrimoine lié à l'eau..... | 43 |

Préambule

Rappel du contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le PADD constitue une des nouvelles pièces du PLU. Il présente le projet communal pour les années à venir, qui doit répondre aux exigences réglementaires. Les autres pièces du document d'urbanisme doivent être cohérentes avec celui-ci.

Le PADD fixe **les orientations générales en matière d'urbanisme et d'aménagement** sur l'ensemble du territoire communal en respectant les cadres législatifs, du Grenelle 2 de l'Environnement, du SCoT du bassin de vie d'Avignon et du PLH des Sorgues du Comtat.

Il définit une politique d'ensemble d'urbanisme et d'aménagement apportant des solutions aux questions posées dans le rapport de présentation. Ce document est la réponse à l'expression des besoins. Il se veut court et synthétique.

Le PADD est obligatoirement complété par plusieurs orientations d'aménagement et de programmation qui fixent des prescriptions spécifiques aux aménageurs.

Le grand principe de développement de la Commune à l'horizon du PLU

En application des règles du SCoT et du Grenelle 2 de l'Environnement, le PADD de la commune fixe **comme grand principe d'aménagement la re-concentration du centre aggloméré de Pernes. Les contours de sa nouvelle tâche urbaine sont définis de manière plus cohérente avec l'existant tout en s'appuyant sur les limites paysagères et naturelles.** Les générations futures bénéficieront ainsi du maintien de leur cadre de vie en préservant les paysages précieux et les couloirs écologiques de l'urbanisation (exigences de premier ordre du Grenelle 2).

Ce nouvel équilibre entre ces territoires urbains, naturels et agricoles se traduit par **de nouvelles limites plus réduites tant de sa zone agglomérée (Pernes centre) qui est restructurée que du hameau des Valayans. Les espaces écartés de l'urbanisation ou laissés en attente jusqu'à ce jour sont ainsi restitués en partie à l'agriculture ou encore recomposés pour ce qui relève des milieux naturels dégradés ou sans fonction.**

Au sein de la nouvelle enveloppe urbaine, et pour répondre au SCoT, aux lois du Grenelle 2 de l'Environnement et ALUR, Pernes-les-Fontaines se fixe des objectifs de modération de sa consommation foncière en limitant l'urbanisation au Sud de la RD 1 (hors Pernes centre historique), alors qu'elle densifie et diversifie le tissu urbain aggloméré situé au Nord de cet axe et cela en cohérence avec l'architecture et l'urbanisation environnante.

Pernes-les-Fontaines souhaite ainsi préserver son environnement, sa cohérence historique et sa vie plutôt rurale, l'attractivité de son cadre de vie et améliorer les différentes fonctions urbaines qui cohabitent sur son territoire tout en préservant ses ressources naturelles et agricoles qui ceignent l'ensemble du hameau des Valayans et Pernes centre élargi.

Conformément à la Loi du Grenelle 2 de l'Environnement et du SCoT du bassin de vie d'Avignon, le projet de développement durable fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain conformément

L'article L 121.1 de la Loi SRU impose au PLU, le respect d'un équilibre entre développement urbain et rural, d'un équilibre social et de la protection de l'environnement.

Ainsi, au travers de ses choix en matière de développement urbain la Collectivité doit limiter la consommation d'espace naturel et agricole en ne dépassant pas une enveloppe foncière d'une cinquantaine d'hectares. pour l'accueil de nouveaux quartiers d'habitat. Ces objectifs de modération de consommation foncière ont été fixés conformément aux principes inscrits au Document d'Orientations Générales du Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin de Vie d'Avignon qui permettent d'économiser le foncier en assurant une mixité de formes urbaines. Ces dernières se composeront de logements individuels, logements individuels groupés et de logements en collectifs.

La lutte contre l'étalement urbain se traduit de plusieurs manières dans le PADD et plus particulièrement par :

- le renouvellement urbain sur la zone centrale historique élargie et sur le hameau des Valayans,
- l'urbanisation des « dents creuses » en tissu urbain constitué (espaces libres non bâtis),
- le développement de nouveaux quartiers en continuité du tissu urbain constitué et plus particulièrement sur les espaces interstitiels situés au Nord d'un axe constitué par la RD 1 – RD 28,
- la limitation de la consommation foncière agricole et naturelle en recalibrant les franges urbaines,
- la limitation de l'urbanisation sur les espaces sensibles, notamment les collines boisées.

Un projet qui tient compte de l'article 55 de la Loi SRU, des obligations de production de logements sociaux induites par la Loi ALUR ainsi que du PLH de la Communauté de Communes des Sorgues du Comtat

La Commune de Pernes-les-Fontaines est soumise à l'obligation de satisfaire à la règle des 25 % de logements sociaux imposés par la Loi SRU.

Le PADD prévoit, au travers d'un développement de l'habitat respectueux du foncier et des formes urbaines, d'engager le rééquilibrage du parc de logement actuel en fixant un objectif de 30 % de logements sociaux au sein des nouveaux quartiers, comme l'impose le SCoT approuvé le 16 décembre 2011. Le PLH approuvé pour la période 2012-2017 fixe un taux à 35%. La Commune respectera les dispositions qui seront en vigueur au moment de l'approbation du PLU.

Un projet qui fixe comme objectifs :

- la sécurité des personnes par la prise en compte des risques naturels

- la préservation des ressources

Chacune des orientations générales du PADD décrites ci-après prend en compte la préservation des ressources et la sécurité des personnes. Cet objectif transversal, qui fait toutefois l'objet d'une orientation générale prévoit :

- de proscrire ou limiter l'urbanisation selon le niveau de risque inondation connu et identifiés par l'Etat (Etudes et réglementation des risques naturels fournies par la Préfecture de Vaucluse),
- de limiter ou d'interdire l'urbanisation dans les zones à risque feux de forêt, en fonction du niveau de risque identifié,
- de proscrire toute urbanisation dans les zones à risques de mouvements de terrain à l'exception des travaux de protection du milieu naturel,
- de prendre en compte le risque sismique et le retrait de gonflement d'argiles afin d'assurer la sécurité des personnes.

En complément, la gestion de l'eau pluviale constitue une problématique à traiter dans le cadre du développement urbain en raison des phénomènes de ruissellement identifiés en cas de fortes pluies. Cet aspect sera traité dans la partie réglementaire du PLU à l'appui du résultat de l'étude qui vise à élaborer un schéma d'assainissement des eaux pluviales.

Enfin, la ressource en eau potable de la commune devra être protégée de toute source de pollution et correspondre au besoin de la population nouvelle.

Les orientations générales

Les nouvelles limites urbaines sont ajustées en fonction d'une part, des besoins en foncier identifiés au SCoT du bassin de vie d'Avignon et d'autre part des objectifs de limitation de la consommation foncière imposées par les nouvelles Lois du Grenelle 2 de l'Environnement auxquelles la Collectivité doit répondre. Ainsi, pour les années à venir, la Collectivité souhaite **redéfinir l'enveloppe urbaine de la commune** en finalisant l'urbanisation en « dents creuses » (espaces non bâtis au sein du tissu urbain constitué sur Pernes centre et les Valayans) et sur les espaces interstitiels contigus à l'urbanisation existante.

Elle souhaite **également reconverter au sein du tissu urbain** constitué des espaces bâtis en friche, de type anciens bâtiments d'activités, **en logements, équipements ou services**. Elle répondra ainsi aux besoins de la nouvelle population en limitant l'impact des bâtiments dégradés dans le paysage urbain.

Cet objectif de recomposition du tissu existant repose sur un maintien et une valorisation des espaces naturels et agricoles qui sont préservés d'une urbanisation en leur permettant d'assurer une fonction de ceinture verte autour de la nouvelle enveloppe urbaine économe en foncier.

Conformément aux objectifs du SCoT du bassin de vie d'Avignon, la Collectivité respecte les objectifs fixés en matière de population nouvelle (1 300 habitants supplémentaires maximum), de création de logements et de consommation foncière. Ainsi, d'ici l'horizon 2020, environ 940 logements pourront être créés. Pour se faire, Pernes-les-Fontaines destine une enveloppe de près d'une cinquantaine d'hectares située en partie dans le tissu urbain constitué et sur de nouveaux espaces non bâtis en continuité de l'urbanisation existante.

Pour répondre aux objectifs du SCoT du bassin de vie d'Avignon qui fixe des ratios de densité à respecter, le parc de logements se composera d'habitat sous forme de petits collectifs, d'habitat en mitoyenneté et d'habitat pavillonnaire. **La Collectivité souhaite ainsi s'inscrire dans une consommation foncière respectueuse des objectifs de développement durable tout en respectant son patrimoine naturel, paysager et sa forme historique d'urbanisation.**

Le principe de développement urbain s'effectue de manière modérée au sud de l'axe de la RD 1-RD 28 qui peut difficilement voir son réseau viaire se restructurer compte tenu de l'environnement, de la topographie, mais aussi des risques naturels fortement présents. **A l'inverse, au Nord de cet axe qui englobe le centre historique, l'urbanisation s'effectue de manière dense et**

compact, en respectant les caractéristiques patrimoniales du centre ancien.

Cet objectif de restructuration de l'enveloppe existante se décline au sein du projet de la Collectivité en plusieurs grandes orientations générales :

1.

Contenir l'urbanisation des Valayans en assurant le développement des équipements existants

Cette première orientation générale poursuit les objectifs suivants :

- concentrer le développement urbain des Valayans en redessinant les limites de l'enveloppe urbaine actuelle,
- recomposer et développer le tissu villageois au moyen d'opérations de renouvellement urbain mixte,
- limiter la consommation foncière,
- protéger et restaurer la valeur écologique du Grand Pratmirail (Zone Natura 2000) en interdisant de nouvelle ouverture à l'urbanisation, sauf évolution de l'habitat existant rendu possible par la loi d'avenir pour l'agriculture.

2.

Préserver de l'urbanisation la partie agglomérée de Pernes située au sud de l'axe de la RD 1 - RD 28 (hors centre historique)

Il est nécessaire de protéger et de valoriser les paysages. Pour ce faire, il faudra :

- affiner et protéger l'identité des unités paysagères (protection de la silhouette du village),
- traiter les entrées de ville à partir du vocabulaire paysager de l'arc comtadin,
- valoriser le patrimoine bâti y compris le patrimoine rural.

Toujours dans l'objectif de maintenir un écrin paysager de qualité composé d'espaces naturels et agricoles en ceinture des zones d'habitat existantes et pouvant difficilement recevoir une urbanisation dense, la Collectivité choisit de limiter tout développement de l'habitat sur les collines et zones boisées d'habitat diffus insuffisamment desservies par le réseau viaire.

Le risque feux de forêt et l'impact de l'urbanisation dans le grand paysage lui font inscrire des protections de boisements et une limitation des extensions urbaines sur les quartiers de Saint Philippe, de Saint Gilles, du Puy, des Valettes et les quartiers environnants.

De ce fait, de nouvelles limites urbaines plus restreintes sont définies sur les secteurs sud-est sensibles.

Cette orientation a pour objectif :

- de redéfinir les contours de l'enveloppe urbaine de Pernes en réhabilitant une nouvelle porte d'entrée au Nord de l'Avenue Charles de Gaulle
- de ne pas franchir l'urbanisation au-delà du canal de Carpentras,
- de faire des cinq entrées de ville des secteurs attractifs à haute qualité paysagère qui préservent les vues sur le village ancien et l'esthétisme de leur environnement, tout en confortant la sécurité des personnes,
- éviter, le long des axes des entrées de ville, une urbanisation linéaire qui contribue à l'étalement en conservant de part et d'autre de ces axes routiers des espaces naturels aux contours non rectiligne et les plus naturels possible.
- de densifier et diversifier le tissu aggloméré en utilisant des formes urbaines faiblement consommatrices de foncier, et en cohérence avec l'environnement immédiat, et plus particulièrement sur les secteurs de programmation urbaine que sont le secteur de la route de Mazan, les secteurs de l'Argelouse et l'entrée nord route de Carpentras,
- de répondre aux besoins liés à l'arrivée d'une nouvelle population notamment plus jeune, du fait de l'accroissement du parc de logements locatifs,
- d'assurer une meilleure répartition des équipements et services au sein de la commune grâce à des quartiers d'habitat mixte qui laissent de la place à des espaces publics de qualité (parcs, aires de jeux...),
- d'engager un développement de l'habitat respectueux du foncier et des formes urbaines qui permette le rééquilibrage du parc de logement actuel en se fixant un objectif de 30% de logements sociaux dans toutes les nouvelles zones d'habitat (traduction du SCoT au niveau du PLU),
- de densifier les secteurs urbanisés en favorisant le renouvellement urbain dans un objectif d'économie du foncier et d'accès au logement pour tous,
- de créer de nouveaux lieux d'habitat en lien avec le centre élargi,
- d'améliorer le maillage routier afin d'assurer une desserte plus cohérente des nouveaux espaces bâtis avec l'existant,
- d'améliorer le maillage des modes doux entre les quartiers, le centre, les structures scolaires et sportives.

- de protéger et mettre en valeur le centre historique élargi, avec aussi bien les espaces bâtis que non bâtis.

4.

Conforter, développer et diversifier le tissu économique et les équipements

L'apport de nouveaux habitants doit s'accompagner d'une offre économique en rapport avec cette dernière. La Commune ne disposant plus de foncier économique disponible au sein des zones d'activités existantes, elle choisit en accord avec les objectifs fixés dans le SCoT de réserver du foncier à vocation économique d'une part et de conforter l'activité économique du centre ville et des Valayans, d'autre part. Cette orientation a pour objectif :

- de permettre l'accueil de nouvelles entreprises au sein de la zone d'activités du Prato qui doit s'agrandir,
- de conforter l'activité économique du centre ville en reconvertissant notamment les anciens bâtiments d'activité pour l'accueil de professionnels,
- de maintenir les zones d'activités de fait, dispersées au sein de la commune sans prévoir d'extension de leur périmètre,

De plus, la commune œuvre pour adapter ses équipements à la population existante et nouvelle, tant sur les Valayans que sur Pernes centre.

5.

Maintenir et valoriser la vaste zone agricole qui ceinture l'urbanisation

Cette orientation contribue à assurer le maintien des espaces agricoles qui ceinturent l'enveloppe urbaine définie au sein du présent PADD. Elle prévoit aussi bien la valorisation du maraîchage, de l'arboriculture, de la viticulture ainsi que l'extension de la plaine cultivée située à l'Est de la commune. Elle a également pour ambition de permettre à l'habitat ancien et identitaire d'évoluer au sein de ces espaces de manière mesurée.

Il est nécessaire de protéger et valoriser le petit patrimoine rural (Chapelles, bories, moulins, fours, martelières, fermes de caractère...).

6.

Maintenir et valoriser les espaces naturels et les corridors écologiques

La protection de l'environnement comprend notamment la préservation, la reconstitution et la mise en valeur des zones naturelles d'intérêt et des corridors écologiques.

Cet objectif permettra également de préserver, de mettre en valeur et de reconstituer la trame végétale en zone urbaine, ce qui confortera le cadre paysager de la commune. Sa valorisation passera par la création de mode-doux le long de ces axes naturels des bords de rivières (de la Nesque et des Sorgues) et du Canal de Carpentras. Des espaces de loisirs pourront également cohabiter au sein de ces espaces sous certaines conditions.

Il faudra préserver une zone tampon agricole et naturelle entre les Zones d'Activités de la Prato et la zone urbaine.

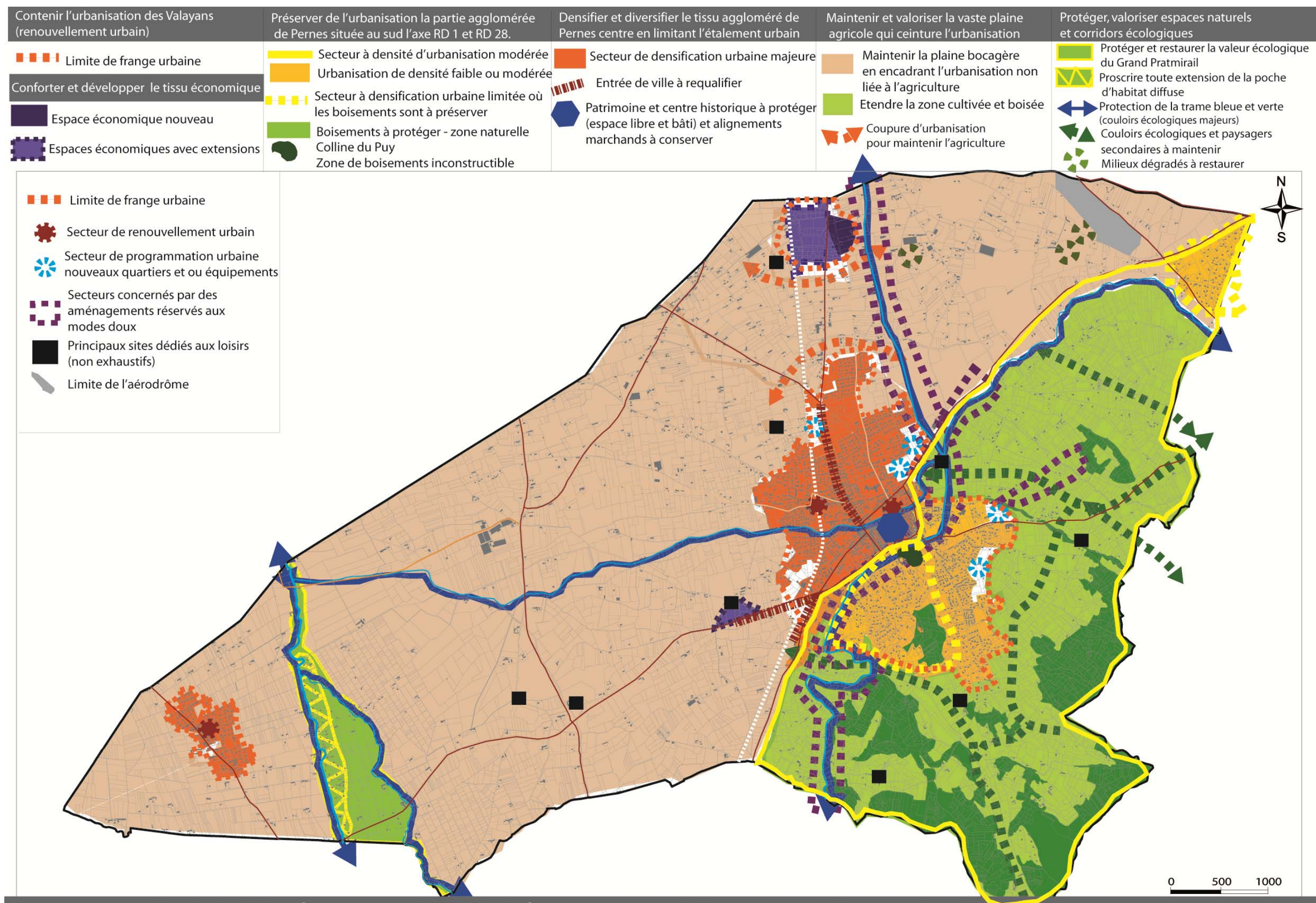
7.

Préserver la ressource en eau

La préservation de la ressource en eau comprend plusieurs objectifs qui sont fortement liés entre eux :

- la lutte contre la pollution pour assurer la qualité de l'eau,
- la prise en compte des risques d'inondation,
- la préservation et restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques,
- la protection et la mise en valeur du patrimoine lié à l'eau.

Ces sept grandes orientations répondent toutes à un objectif transversal, celui d'assurer la sécurité des personnes par la prise en compte des risques naturels et celui de préservation des ressources et de l'environnement.



Projet d'Aménagement et de Développement Durable de Pernes-les-Fontaines

Contenir l'urbanisation des Valayans en assurant le développement des équipements existants

Cette orientation contribue à définir les limites de la nouvelle enveloppe urbaine des Valayans composée d'une mixité de fonctions, habitat, équipements, activités économiques, espaces publics, qui prennent place au cœur de la plaine agricole et des espaces à haute valeur écologique. Elle doit aussi veiller à restaurer la valeur écologique du Grand Pratmirail en stoppant toute forme d'urbanisation sur ce secteur composé d'un habitat diffus.

Elle prévoit à ce titre :

- une réduction de l'enveloppe urbaine autour du centre villageois élargi actuel et par comblement des espaces libres afin d'achever son urbanisation de manière cohérente. Ces nouvelles limites intègrent les contraintes du risque inondation,
- une interdiction de toute urbanisation nouvelle de la poche d'habitat diffus du Pratmirail afin de stabiliser le milieu naturel qui a été dégradé,
- une restructuration urbaine qui intègre une reconversion des anciens bâtiments d'activités en logements ou activités artisanales locales,
- l'accroissement du parc locatif social au sein des nouvelles zones à urbaniser,
- la création d'espaces publics de qualité et de transitions aménagées,
- la création d'équipements publics accompagnant les nouveaux quartiers,
- des orientations urbaines et des éléments de programme plus précis sur des bâtiments désaffectés à reconvertir et à traduire sous forme d'orientation d'aménagement et de programmation.

1.1. Concentrer le développement urbain des Valayans en dessinant de nouvelle limite de l'enveloppe urbaine

Le choix opéré ici par la collectivité est de redimensionner l'enveloppe urbaine au regard du poids de population nouvelle à accueillir et des besoins en équipements qui lui sont liés. Le besoin en foncier est dimensionné sur la base de 10 % de population nouvelle de l'ensemble de la population communale à venir.

1.1.1. Modérer la consommation foncière en réduisant l'enveloppe urbaine actuelle qui s'étend sur des espaces agricoles à reconquérir et des zones couvertes par un risque inondation

La nécessité d'adapter les contours du tissu urbain est liée à la combinaison de plusieurs contraintes et exigences majeures, et notamment, réglementaires :

- la prise en compte du risque inondation lié aux Sorgues doit éviter d'exposer de nouvelles populations à ce risque. De ce fait, l'enveloppe urbaine est réduite sur les zones inondables non bâtis et enclavées qui sont situées au Nord et à l'Est du village,
- la prise en compte des limites naturelles situées à l'Ouest de l'enveloppe urbaine et qui sont largement cultivées (pommiers notamment) et des franges bâties,
- l'adaptation du foncier à urbaniser au poids de population à venir sans remettre en cause les équilibres atteints en matière d'équipements publics,
- la prise en compte des objectifs de modération foncière issus des nouvelles Lois du Grenelle 2 de l'Environnement **et ALUR** imposent une consommation plus rationnelle des territoires par densification et limitation de l'étalement urbain.

De ce fait, des espaces sont restitués à l'agriculture.

Le centre villageois élargi est ainsi redimensionné. Son urbanisation doit s'effectuer par renouvellement urbain en envisageant notamment la reconversion d'anciens bâtiments d'activités en friche lorsqu'elle est possible et par densification du bâti existant et/ou comblements des dents creuses – par division parcellaire notamment. Cet objectif permet de limiter la consommation d'espace naturel ou agricole en réservant environ 4 hectares au développement de l'urbanisation.

1.1.2. Permettre aux équipements d'évoluer de manière à assurer le maintien d'un service de qualité aux Valayans

Le foncier mobilisé au sein de l'enveloppe urbaine redéfinie doit permettre l'accueil de 130 nouveaux habitants maximum. Le bilan des équipements existants cumulé aux besoins générés par la croissance envisagée conduit la commune à programmer l'extension des équipements publics (équipements scolaires, administratifs, sportifs...), la création de poches de stationnement et de réserves pour des équipements de loisirs.

Il est également prévu de faire évoluer le cimetière qui a atteint sa capacité maximale sur un espace situé au sud de l'équipement existant.

1.2. Recomposer et développer le tissu villageois au moyen d'opérations de renouvellement urbain mixte

1.2.1. Densifier le tissu existant du cœur du village en menant des opérations de reconversion des bâtiments d'activités désaffectés en habitat mixte

La collectivité choisit de concentrer l'urbanisation du village en fixant des orientations urbaines et des éléments de programme à respecter par tout aménageur sur le secteur en friche de l'ancienne conserverie située derrière l'école qui fait l'objet d'une traduction sous forme d'orientation d'aménagement et de programmation. Elle fixe, dans ce cas, grâce à des études préalables, les conditions dans lesquelles l'urbanisation du secteur peut s'effectuer en imposant des règles aux futurs aménageurs, qu'ils soient privés ou publics.

Ce site d'un peu moins de deux hectares devra accueillir des logements et une réserve pour l'extension de l'école. Le niveau de densité urbaine devra être proche de 25 logements à l'hectare, en cohérence avec l'urbanisation du hameau. Au sein de ce quartier d'habitat mixte, 30 % de logements sociaux seront réalisés et imposés.

Ainsi, selon la volonté de la Collectivité, ce quartier s'urbanisera de manière progressive dans le temps, au fur et à mesure des besoins, et dans le respect des objectifs de lutte contre l'étalement urbain inscrits au présent PADD.

1.2.2. Combler les espaces libres au sein du tissu existant

Sur les autres secteurs non bâtis situés au sein du tissu constitué (environ 3 poches d'un demi-hectare à moins de 2 hectares), la collectivité choisit de les densifier en respectant les formes urbaines et densité d'urbanisation inscrite au SCoT en vigueur. Ils doivent accueillir un habitat composé d'équipements et d'espaces publics.

La collectivité s'est fixé un objectif de qualité en réservant près du tiers du foncier mobilisable au sein des nouveaux quartiers à la réalisation d'espaces publics. Ces derniers pourront être destinés à des aires de jeux pour les enfants, des parcs et jardins publics afin de préserver la vie des quartiers et le lien social entre les habitants. Ils pourront également servir d'aires de stationnement mutualisé à l'échelle du quartier. Les espaces de transition au sein des quartiers d'habitat mixte seront ponctués d'espaces de loisirs et de détente.

A travers ces actions, la collectivité souhaite pérenniser une qualité de vie qui sera également améliorée par la création de voies réservées aux modes doux (piétons et cycles) si les conditions de faisabilité technique sont réunies.

Au sein de ces quartiers d'habitat, 30 % de logements sociaux seront réalisés et imposés.

1.2.3. Ré-exploiter des anciens bâtiments d'activités pour l'accueil d'entreprises

Sous réserve de faisabilité technique, il est prévu d'encourager une reconversion des anciens bâtiments vacants d'activités en locaux d'activités dédiés à l'artisanat local. Il s'agit ici d'envisager l'accueil de petit artisanat à faible nuisance en apportant une réponse aux besoins locaux qui ne sont pas inscrits au sein de zones d'activités économiques à rayonnement plus large.

1.3. Protéger et restaurer la valeur écologique du Grand Pratmirail en stoppant toute forme d'urbanisation

1.3.1. Proscrire toute urbanisation nouvelle et extension de la poche d'habitat diffus située sur le Pratmirail

Consciente de la richesse de ses vastes zones naturelles liées notamment au réseau des Sorgues et de la zone Natura 2000 (exigences européennes), Pernes-les-Fontaines souhaite conserver et protéger son patrimoine biologique en interdisant toute forme d'urbanisation nouvelle de la poche d'habitat diffus des chemins de William et des Saules. Cette orientation permet ainsi de préserver les continuités écologiques existantes identifiées au sein du SCoT.

Au regard des enjeux écologiques, des nouveaux dispositifs imposés par la Loi ALUR qui ne permettent plus au bâti situé en zone naturelle de s'étendre, mais aussi du fait du classement de cette zone d'habitat diffus en Natura 2000, les constructions existantes sur le secteur Natura 2000 ne pourront plus se densifier et s'étendre, sauf à encadrer des extensions et adaptations de l'habitat existant de manière très mesurée.

1.3.2. Reconstituer le milieu naturel dégradé par des actions d'acquisition foncière le long des rives des cours d'eau

La Collectivité souhaite conforter et pérenniser le rôle de corridor écologique rempli par le cours d'eau de la Sorgue, plus particulièrement au droit de la zone Natura 2000. Pour y parvenir, elle souhaite favoriser les conditions de restauration des rives des berges de la Sorgue afin de lui redonner une vocation strictement naturelle. Un ensemble d'actions peut être envisagé par le Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues, compétent en matière de gestion et qui œuvre à la mise en place de ce type de mesures, comme l'acquisition de foncier dans une bande à définir de part et d'autre du lit du cours d'eau, sur la ripisylve. Ces espaces détenus par la puissance publique pourront ainsi bénéficier d'un entretien adapté à la conservation de la faune et de la flore.

La Collectivité choisit également de protéger la ripisylve par une protection « réglementaire » qui visera à la conservation des boisements existants et à venir pour parvenir au maintien des perméabilités biologiques.

1.3.3. Protéger les patrimoines paysagers et bâtis qui présentent des caractéristiques spécifiques

Le vaste réseau des Sorgues qui s'étend au-delà des limites communales, forme un ensemble de couloirs naturels, formés d'abondantes ripisylves dont la valeur écologique a été confirmée par son classement en zone Natura 2000. Ces perméabilités biologiques formées par les couloirs naturels et aquatiques, appelées trame verte et bleue sont préservées en raison de leur rôle écologique.

La Collectivité s'interdit ainsi toute forme d'urbanisation le long de ces couloirs, afin de préserver leur continuité et fonction écologique. La création de parcours de découverte au sein de ces espaces confortera leur mise en valeur dans la mesure où ils seront éloignés des rives de la Sorgue. Le maintien ou la restauration des ripisylves le long des berges décrits au point précédent participent également à l'objectif de préservation que s'est fixée la collectivité.

Par ailleurs, au sein de ces espaces précieux, prend place un patrimoine bâti ancien de qualité aux caractéristiques spécifiques. Il s'agit notamment du moulin de Berthet et du moulin de la Ville. Ce patrimoine bâti historique et de grande qualité mérite d'être valorisé de manière constante. Aussi, ces patrimoines pourront continuer d'évoluer au sein des espaces naturels afin de ne pas handicaper leur avenir. Il s'agira d'actions d'amélioration du bâti et de conservation par exemple de haies brise-vent qui participent au paysage de la plaine bocagère.

Préserver de l'urbanisation la partie agglomérée de Pernes située au sud de l'axe RD 1 - RD 28 (hors centre historique)

Cette orientation contribue d'une part à définir de nouvelles limites de l'enveloppe urbaine sur les secteurs Est identifiés comme sensibles au développement urbain et d'autre part à fixer les modalités d'urbanisation sur le secteur élargi des collines boisées et bâties.

Cette orientation vise globalement à préserver de l'urbanisation les reliefs boisés pour en réduire l'impact dans le grand paysage et de limiter le développement de l'habitat sur les collines en tenant compte du risque feux de forêt identifié par l'Etat au sein du PPRIF (Plan de Protection du Risque Incendie et Feux de Forêt).

Elle prévoit à ce titre :

- la préservation des reliefs boisés significatifs d'une urbanisation trop visible et peu valorisante,
- une réduction de l'enveloppe urbaine au sud de l'avenue René Char afin de préserver les reliefs cultivés de l'urbanisation,
- une limitation du développement de l'habitat sur les collines au sens large,
- une protection du couvert boisé des collines,
- une mise en valeur des couloirs écologiques,
- une préservation des entrées de ville de l'Isle sur Sorgue et de Saint-Didier qui ne recevront pas d'urbanisation nouvelle,
- des orientations urbaines et des éléments de programme plus précis sur le secteur de l'Argelouse et à traduire sous forme d'orientation d'aménagement et de programmation.

2.1. Limiter le développement de l'habitat sur les collines et les zones boisées d'habitat diffus

Le choix opéré ici par la collectivité est d'écarter d'une urbanisation dense les quartiers situés au sud d'un axe créé par la RD 1 et la RD 28 pour plusieurs raisons :

- le réseau viaire qui dessert les zones d'habitat des collines est inadapté à un développement urbain d'autant plus qu'aucune adaptation n'est possible au regard des contraintes techniques,

- les covisibilités sont importantes du fait d'une topographie prononcée. Toute densification amoindrirait le caractère spécifique de ces sites,
- les boisements contribuent à la qualité des sites et sont un potentiel écologique non négligeable,
- le risque feu de forêt est important.

2.1.1. Interdire toute urbanisation sur le versant Est de la colline du Puy

La colline du Puy constitue un patrimoine naturel repérable dans le grand paysage de la commune. Il s'agit non seulement d'un élément identitaire mais aussi d'un secteur qui regroupe une flore intéressante. La Collectivité fait le choix de proscrire tout développement urbain sur le versant Est de la colline du Puy afin de conserver sa flore et ses caractéristiques paysagères. Ce choix est également fortement motivé par le risque de glissement de terrain qui induirait un danger pour les populations.

Une protection particulière de ces boisements est prévue afin de proscrire tout aménagement en dehors de sentiers qui seraient nécessaires de créer ou remettre en état.

Il s'agit ici de dédier cet espace naturel à la découverte par la promenade plus particulièrement.

2.1.2. Stopper toute urbanisation nouvelle sur le quartier Saint Philippe afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes au regard du risque feu de forêt

Plusieurs raisons conduisent la Collectivité à limiter la diffusion urbaine sur ce quartier :

- son éloignement des principaux équipements de Pernes centre, pour mémoire le quartier est en partie situé sur Saint-Didier et Pernes-les-Fontaines (6 kilomètres),
- la présence du risque feu de forêt qui en cas de développement urbain placerait des populations nouvelles à un risque connu.

Au sein du quartier, toute urbanisation nouvelle est interdite, seule des extensions très limitées de l'habitat existant sont autorisées. Il s'agit ainsi de limiter l'exposition de nouvelle population au risque feux de forêt.

De plus, les boisements existants qui concourent à la qualité du quartier font l'objet de protection dans le but de préserver le patrimoine naturel.

2.1.3. Limiter la densification urbaine des collines et quartiers adjacents

Il s'agit ici de limiter tout spécifiquement la densification de l'urbanisation des reliefs boisés déjà bâtis. Pour atteindre cet objectif, la collectivité choisit de

retenir deux niveaux de densité en fonction des contraintes du réseau viaire et du risque feu de forêt connu à ce jour et glissement de terrain. En complément, les boisements les plus significatifs font l'objet d'une protection.

- une zone urbaine centrale du Puy doit faire l'objet d'une évolution limitée uniquement par extensions de l'habitat existant. Car les risques feux de forêt et glissement de terrain existant ici, la densification sera fortement limitée pour intégrer ces contraintes. Sur ce secteur central, le réseau viaire permet de supporter un apport de population nouvelle très limitée.
- sur les abords de la zone urbaine centrale, les quartiers existants étant soumis à un risque feu de forêt important, un réseau viaire peu adapté qui ne peut être amélioré et à la présence de boisements très significatifs dans le paysage, la Collectivité choisit :
 - le principe d'une zone naturelle à constructibilité limitée pour les secteurs bâtis non soumis à un risque fort. Seules des extensions modérées de l'existant seront autorisées,
 - le principe d'une zone naturelle inconstructible interdisant toute extension et création nouvelle pour les zones fortement exposées au risque et où les boisements sont à préserver de l'urbanisation au regard de leurs caractéristiques.

2.1.4. Protéger le couvert boisé des collines

A l'intérieur des zones bâties boisées, la collectivité fait le choix d'identifier et de préserver les boisements les plus significatifs afin de ne pas dégrader les sites. Il s'agit ici de limiter l'impact de l'urbanisation dans le grand paysage.

2.2. Définir de nouvelles limites de l'urbanisation sur les franges urbaines Sud-Est sensibles au paysage

Le choix opéré ici par la collectivité est de réduire l'enveloppe urbaine située au sud d'un axe créé par la route de Saint-Didier en y développant une urbanisation limitée qui s'explique par sa situation en frange d'espace agricole et naturel de grande qualité. Les raisons de ces choix sont conditionnées par :

- la volonté de fixer les contours de l'enveloppe urbaine sur des limites paysagères qui permettent de préserver la qualité des espaces naturels et agricoles cultivés,
- la volonté de limiter l'impact de l'urbanisation et de conserver les vues sur la tour de l'horloge et le centre ancien,

- la nécessité d'achever le développement urbain sur des secteurs sensibles et fortement covisibles du fait de la topographie marquée,
- l'adaptation du foncier à urbaniser au poids de population à venir sans remettre en cause les équilibres écologiques,
- la prise en compte des objectifs de modération foncière issus des nouvelles Lois du Grenelle 2 de l'environnement imposent une consommation plus rationnelle des territoires par densification et limitation de l'étalement urbain.

2.2.1. Achever l'urbanisation des secteurs situés entre le chemin de Fontblanque et l'avenue René Char

Dans un contexte d'achèvement de l'enveloppe urbaine, l'urbanisation sous forme d'habitat doit suivre des niveaux de gradation progressive qui diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre dense en direction des espaces naturels et agricoles. Les franges urbaines de ces nouveaux secteurs d'habitat doivent s'intégrer à leur contexte environnant en permettant de créer des formes urbaines soucieuses et respectueuses des sites naturels avec lesquels elles cohabitent.

Afin de préserver la qualité des sites, la Collectivité dédie environ 6 hectares de foncier pour de l'habitat situé en continuité de l'urbanisation existante.

Les espaces contigus à l'enveloppe urbaine sont ainsi réservés pour l'agriculture, par une remise en culture de certaines friches, notamment.

2.2.2. Limiter l'impact de ces quartiers en adaptant la densité urbaine au contexte paysager et naturel

L'urbanisation de ces secteurs doit s'effectuer par création de nouveaux quartiers d'habitat mixte qui viennent s'inscrire dans le prolongement des quartiers existants qui prennent place entre l'avenue René Char et le chemin de Fontblanque. Des logements locatifs, en accession ou social composeront ces quartiers.

La collectivité s'est fixé un objectif de qualité en réservant près du tiers du foncier mobilisable au sein des nouveaux quartiers à la réalisation d'espaces publics. Ces derniers pourront être destinés à des aires de jeux pour les enfants, des parcs et jardins publics afin de préserver la vie des quartiers et le lien social entre les habitants. Ils pourront également servir d'aires de stationnement mutualisé à l'échelle du quartier. Les espaces de transition au sein des quartiers d'habitat mixte seront ponctués d'espaces de loisirs et de détente.

A travers ces actions, la collectivité souhaite pérenniser une qualité de vie qui sera également améliorée par la création de voies réservées aux modes doux (piétons et cycles) qui relieront ces quartiers au centre historique de Pernes-les-Fontaines, si les conditions de faisabilité technique sont réunies.

Par ailleurs, afin de s'assurer de la qualité des nouveaux lieux d'habitation, la Collectivité choisit de fixer des orientations urbaines et des éléments de programme plus précis sur les quartiers à aménager et à traduire sous forme d'orientation particulière d'aménagement. Elles fixent, dans ce cas, grâce à des études préalables, les conditions dans lesquelles l'urbanisation du secteur peut s'effectuer en imposant des règles aux futurs aménageurs, qu'ils soient privés ou publics. Ainsi, selon la volonté de la Collectivité, ces quartiers s'urbaniseront de manière progressive dans le temps, au fur et à mesure des besoins, et dans le respect des objectifs de lutte contre l'étalement urbain inscrits au présent PADD.

Les niveaux de densité de l'habitat retenus sur ces espaces sont ceux imposés au SCoT. Toutefois, si le cœur de ces nouveaux quartiers pourra retenir une densité moyenne de 25 logements à l'hectare, les franges urbaines ne devront pas dépasser 15 logements à l'hectare, afin de respecter la gradation à la baisse retenue pour limiter l'impact de l'urbanisation sur les pentes et le paysage au caractère précieux. Par ailleurs, la hauteur des constructions sera limitée afin de permettre la préservation des vues sur la tour de l'horloge.

2.3. Préserver de l'urbanisation les boisements significatifs en restaurant les équilibres écologiques

2.3.1. Conforter le rôle paysager et naturel des reliefs boisés

Les collines boisées confèrent un caractère naturel et paysager de qualité au territoire qu'il convient de préserver. L'urbanisation de ces secteurs nécessiterait un déboisement important pour la création des nouvelles constructions et leur protection vis-à-vis du risque feu de forêt, ce qui entraînerait une dégradation et un impact significatif sur l'environnement. Aussi, la collectivité a choisi de redessiner les franges de son urbanisation et de classer des secteurs fonciers sensibles au paysage en zone naturelle ou agricole afin de préserver le caractère naturel et le cadre paysager de ces secteurs.

Par ailleurs, au droit des zones urbanisées la Commune fait le choix d'identifier et préserver les boisements les plus significatifs afin de ne pas dégrader les sites.

2.3.2. Conforter le rôle paysager et écologique de la vaste plaine cultivée présentant d'importants couloirs écologiques

La vaste plaine agricole est parcourue par un important réseau hydrographique qui permet l'irrigation des terres agricoles. Ce réseau s'accompagne d'une ripisylve plus ou moins continue qui offre un potentiel écologique et un atout paysager important. Aussi cette trame verte sera préservée de toute

urbanisation afin de conforter son rôle paysager et écologique. Des outils réglementaires seront mis en place pour renforcer cette protection.

2.3.3. Mettre en valeur des couloirs écologiques et paysagers le long de la Nesque et du canal de Carpentras

Les principaux couloirs écologiques de la commune, à savoir le long du cours d'eau de la Nesque et du Canal de Carpentras, seront ponctués de parcours mode-doux piétons et/ou cycles. Cet objectif est détaillé de manière plus précise à l'orientation générale n°6.

Densifier et diversifier le tissu urbain aggloméré de Pernes situé au Nord de l'axe RD 1 - RD 28 et protéger le centre historique

Cette orientation contribue à définir les limites de la nouvelle enveloppe urbaine de Pernes centre, situé au Nord du centre historique, et composée d'une mixité de fonctions, habitat, équipements, activités économiques, espaces publics. Elle organise notamment une porte d'entrée Nord, située aux abords du giratoire Charles de Gaulle et de nouvelles limites, à l'ouest, la voie ferrée, et à l'Est, le canal de Carpentras qui constituent des limites infranchissables par l'urbanisation.

Elle prévoit à ce titre :

- une enveloppe urbaine qui prend place au Nord du centre élargi actuel en continuité de l'urbanisation par comblements afin d'achever son urbanisation de manière cohérente,
- l'accroissement du parc locatif social au sein des quartiers existants et nouveaux,
- la création d'espaces publics de qualité et de transitions aménagées,
- la création possible d'équipements publics accompagnant les nouveaux secteurs d'urbanisation,
- une restructuration urbaine qui intègre des enjeux de liaisons inter-quartiers et transversales rendues nécessaires au maillage entre la route de Carpentras et la petite route de Carpentras,
- une préservation accompagnée d'une réhabilitation sur l'entrée de ville route d'Avignon, qui ne recevra pas de poche d'urbanisation nouvelle,
- une restructuration de l'entrée de ville route de Carpentras avec la création d'une nouvelle zone constructible avec un soin particulier à son intégration à l'environnement et à l'urbanisation déjà existante,
- des orientations urbaines et des éléments de programme plus précis sur le secteur de l'avenue Charles-de-Gaulle et la route de Mazan à traduire sous forme d'orientation d'aménagement et de programmation en respectant l'environnement existant.

3.1. Définir de nouvelles limites de l'enveloppe urbaine afin de limiter l'étalement urbain

Le choix opéré ici par la collectivité est de développer une urbanisation plus dense mais intégrée à l'environnement des quartiers situés au Nord d'un axe créé par la RD 1 et la RD 28 pour plusieurs raisons :

- le réseau viaire qui dessert les zones d'habitat est en capacité de s'adapter à un apport de population nouvelle ou bien de connaître des aménagements qui soient suffisants pour rendre cohérent le fonctionnement urbain des quartiers existants et nouveaux,
- l'essentiel des quartiers est composé de dents creuses à combler,
- le risque inondation est limité, en dehors des zones situées à l'Est et qui sont exclues d'une ouverture à l'urbanisation afin de préserver la sécurité des personnes, conformément aux obligations imposées par l'Etat,
- l'impact de l'urbanisation sur le paysage est faible en dehors de quelques sites où des règles spécifiques sont envisagées, la topographie étant plane,
- les équipements et activités sont présents de manière importante sur ces secteurs et constituent un atout pour le cadre de vie des populations nouvelles.
- un soin particulier sera apporté à la cohérence de la nouvelle urbanisation avec l'environnement bâti et non bâti.

3.1.1. Créer une porte d'entrée de ville attractive au Nord, aux abords du giratoire de Charles de Gaulle,

Cet objectif définit comme limite maximale des extensions des quartiers situés route de Carpentras, la voie ferrée qui constitue une barrière physique et le canal de Carpentras. Il s'agit d'une enveloppe maximale qui n'est pas utilisée dans sa totalité dans la mesure où la collectivité n'a pas un besoin en foncier aussi important au regard de la population nouvelle à accueillir.

Dans un premier temps, il s'agit ici d'opérer, par comblement des espaces non bâtis, non enclavés et situés dans le tissu existant. Le choix effectué ici par la collectivité est d'achever en priorité l'urbanisation du tissu existant. Ce sont environ 28 hectares qui sont concernés par une urbanisation en « dents creuses » (espaces libres non bâtis).

Dans un second temps, la Collectivité définit de nouvelles limites où prendront place des nouveaux quartiers situés en continuité des quartiers existants. Au nord, les abords du rond point Charles de Gaulle constituent la porte d'entrée de la ville avec un nouveau quartier qui s'inscrit entre la voie ferrée et l'avenue Charles de Gaulle. Environ 5 hectares sont réservés pour la création d'un quartier qui devra s'aménager de manière harmonieuse du fait de son

positionnement en entrée de ville et des caractéristiques de l'urbanisation environnante. La collectivité s'est fixé un objectif de qualité en réservant près du tiers du foncier mobilisable à la création d'espaces verts et d'espaces publics. La hauteur des constructions sera limitée et devra s'inscrire dans les hauteurs des maisons existantes environnantes. Les fonctions économiques existantes seront préservées, mais n'ont pas vocation à se développer davantage.

A l'Est, aucun nouveau quartier d'habitat n'est ouvert à l'urbanisation. Ce choix s'explique par la présence du risque d'inondation qui interdit toute urbanisation nouvelle. Seul, un espace proche du centre, situé route de Mazan peut accepter une densification urbaine au regard de l'inondabilité, conformément aux exigences de l'Etat.

Globalement, ce sont environ 7 hectares qui sont réservés pour l'accueil de quartiers mixtes au sein de cette nouvelle enveloppe urbaine.

3.1.2. Faire de la route de Mazan, une entrée de ville attractive qui préserve les vues sur le vieux village et qui conserve son esprit et son ambiance rurale

La collectivité souhaite achever l'urbanisation de ce secteur de manière modérée, en intégrant une qualité urbaine qui respecte les co visibilitées sur le vieux village. Les nouvelles règles issues de la connaissance du risque d'inondation (Etudes du risque inondation fourni par l'Etat) contraignent la collectivité à redéfinir les limites des espaces urbanisables situés le long de la route de Mazan lesquels, compte tenu des risques, devront recevoir une densification modérée. De plus, l'imperméabilisation de cette zone d'environ 10 hectares devra être la plus limitée possible afin d'éviter l'aggravation des inondations de la Nesque en aval de Pernes car aujourd'hui, ces 10 hectares de terre meuble absorbent des quantités très importantes d'eau lors des pluies.

La Fabrique constitue le dernier secteur naturel qui offre des vues sur l'urbanisation du noyau villageois et qui devront être mises en valeur dans le cadre du projet de développement de l'urbanisation. La densité urbaine sur ce secteur sera limitée, il s'agira d'organiser le bâti de manière harmonieuse en créant des itinéraires mode-doux vers le centre de Pernes.

Les possibilités d'urbanisation du secteur de la route de Mazan sont également inscrites au sein d'une orientation d'aménagement programmée qui vient compléter le présent PADD.

3.2. Densifier et diversifier le tissu aggloméré en utilisant des formes urbaines faiblement consommatrices de foncier

L'ensemble de l'enveloppe urbaine située au Nord de l'axe RD 1 – RD 28 doit s'urbaniser avec une certaine densité tout en respectant l'environnement et en

cohérence architecturale avec le site. La collectivité doit organiser ce développement urbain en tenant compte des règles inscrites au SCoT qui fixent trois niveaux de gradations urbaines traduits sous forme de ratios qui définissent une mixité urbaine entre l'habitat individuel, l'habitat mitoyen et l'habitat collectif.

3.2.1. Les secteurs de dents creuses

L'essentiel des dents creuses, espaces non bâtis situés au sein du tissu urbain constitué, est composé de foncier souvent enclavé et de petite taille, souvent inférieur à 1 hectare. Ces « micro zones » qui représentent un volume global d'environ 28 hectares pourront difficilement recevoir des ratios de densités élevés. La faisabilité technique et le désenclavement viaire seront des critères qui permettront de définir le niveau de densité au sein de ces espaces.

3.2.2. Les secteurs Route de Carpentras, la Gare et la Paroisse

Sur les autres secteurs, la densification urbaine se prête davantage à la création de collectifs et d'habitat en mitoyenneté. De ce fait, les espaces voués à être ouverts à l'urbanisation sous forme d'habitat, route de Carpentras et secteur de la gare recevront une urbanisation plus dense, qui intégrera la création d'espaces publics paysagers et de voies mode-doux. Le secteur situé avenue Charles de Gaulle devra tenir compte des exigences de qualité urbaine liée à l'amélioration de l'entrée de ville.

Toutefois, le secteur de la gare qui mérite une attention particulière est concerné par plusieurs projets d'intérêt général, telle que la voie Vénaisia et la réouverture de la gare qui ne permettent pas de définir un projet urbain tranché tant que ces deux projets ne sont pas aboutis de la part des institutionnels qui les porte. La Collectivité choisit ainsi de mettre en attente ce secteur de programmation urbaine afin d'envisager un projet cohérent.

Quant au secteur de la Paroisse, la reconversion de l'ancienne friche industrielle sera étudiée autour de la mixité d'activités et d'habitat avec une densité limitée et adaptée au risque d'inondation fort, si les études techniques le rendent potentiellement réalisables.

Le secteur de l'avenue Charles-de-Gaulle inscrit au présent PADD est également mis en attente. Une orientation d'aménagement et de programmation définira au moment de l'urbanisation du quartier et en complément du PADD, le devenir attendu de ce secteur (route de Carpentras).

3.2.3. Engager la diversification du parc de logements dans ces nouveaux quartiers par des formes urbaines variées

Le principe de développement urbain des quartiers s'effectue en continuité des habitations existantes et en cohérence avec ces dernières, par des opérations de constructions neuves. Il s'agit ici d'apporter des réponses aux besoins en logements **en diversifiant et densifiant l'habitat**. La croissance du parc locatif

devrait permettre d'attirer des jeunes ménages qui contribueront à maintenir les effectifs scolaires de la commune.

Les niveaux de densité fixés par le SCoT seront respectés. L'ensemble de ces nouveaux quartiers seront ainsi composés d'une typologie variée qui sera toutefois contrainte dans un volume d'espaces publics à respecter afin de contribuer à l'amélioration du cadre de vie.

Ces niveaux de densité de production de logements induisent une diversification du parc qui se fera en cohérence avec les bâtiments anciens environnants. Ainsi, l'habitat prendra place sous la forme de petits collectifs et de type individuel, sous forme de maisons de ville en mitoyenneté ou pas. Ces formes urbaines permettent de créer du logement en accession, locatif privé et du logement social.

3.2.4. Aménager des espaces de transition au sein des nouveaux quartiers d'habitat et des liaisons pour mode-doux

La collectivité s'est fixé un objectif de qualité en réservant près du tiers du foncier mobilisable au sein des nouveaux quartiers à la réalisation d'espaces publics. Ces derniers pourront être destinés à des aires de jeux pour les enfants, des parcs et jardins publics afin de préserver la vie des quartiers et le lien social entre les habitants. Des aires de stationnement pourront être mutualisées à l'échelle du quartier. Les espaces de transition au sein des quartiers d'habitat mixte seront ponctués d'espaces de loisirs et de détente.

A travers ces actions, la collectivité souhaite créer une qualité de vie qui sera également améliorée par la création de voies réservées aux modes doux (piétons et cycles) qui relieront ces quartiers au centre historique de Pernes, si les conditions de faisabilité technique sont réunies.

3.3. Accroître le parc social au sein des nouveaux quartiers

La collectivité prévoit, à l'identique du hameau des Valayans, en accord avec le projet de SCoT et le PLH en vigueur d'engager le rééquilibrage du parc de logement actuel.

Elle se fixe un objectif de 30 % de logements sociaux à créer au sein des nouveaux quartiers d'habitat à horizon de son PLU.

Ces opérations de mixité sociale se réaliseront avec des opérations de constructions neuves pouvant être situées dans le tissu ancien (dents creuses), mais aussi par réhabilitation ou constructions neuves au sein des nouveaux quartiers.

Ce volume de production est en accord avec les principes énoncés dans le SCoT qui fixent une obligation de production de 30 % de logements sociaux pour les communes soumises à la Loi SRU et la Loi DALO.

3.4. Protéger le centre historique et ses abords immédiats

Le centre ancien de Pernes-les-Fontaines présente une variété de bâti de belle facture, une morphologie de village intra-muros bien préservée et des rues au tracé médiéval ayant conservées leurs caractéristiques. De plus, il se compose d'une richesse importante en jardins privés attachés aux hôtels particuliers et quelques jardins maraîchers à la proche périphérie du centre ancien. L'objectif poursuivi par la collectivité au travers de ce principe est tout autant de préserver que de mettre en valeur le patrimoine local bâti et non bâti afin de préserver l'attractivité du centre pour ses habitants et les touristes, ainsi que d'y préserver la qualité de vie.

3.4.1. Protéger les espaces bâtis et non bâtis « espace libre » du cœur ancien et sa proche périphérie

La collectivité souhaite donner les moyens à son centre ancien de maintenir son attractivité résidentielle et touristique. D'une part, la collectivité choisit de protéger les espaces bâtis qui présentent une qualité architecturale et patrimoniale remarquable, hôtels particuliers ou autres bâtiments et qui ne font pas l'objet de protection. D'autre part, elle se fixe un objectif de maintien des jardins privés et publics ainsi que des jardins non attachés à une habitation situés dans la proche périphérie qui étaient utilisés par les familles pernoises pour cultiver leurs légumes et leurs fruits. De même, il est nécessaire de conserver les boisements présents en cœur d'îlot qui participent à la qualité du centre ancien et de sa proche périphérie qui sera l'objet du périmètre de l'AVAP. En effet, ces derniers créent des espaces de respiration visibles depuis les points hauts et les abords des espaces publics qui pourraient être remis en cause s'ils faisaient l'objet d'une densification urbaine.

Pour ce faire, la collectivité fait le choix de protéger les éléments bâtis, végétaux et non bâtis qui présentent des qualités architecturales et patrimoniales importantes en complément de la ZPPAUP actuelle et de la future AVAP en cours d'étude. Cet objectif du PADD trouvera sa traduction en phase réglementaire par l'identification des îlots, immeubles, boisements et espaces libres concernés et en établissant les prescriptions de nature à assurer leur protection.

3.4.2. Protéger les espaces bâtis et non bâtis de belle facture situés en dehors du cœur historique stricto sensu

En dehors du cœur historique, la commune présente un patrimoine bâti épars de villas de type années 30 de belle facture non protégée à ce jour et qui dans le cas de modification en façade notamment, pourraient perdre leur cachet. D'autres éléments de patrimoine industriel, agricole, religieux, de jardin, de parcs arborés et paysagers ou autres présentent un intérêt historique, archéologique et doivent être protégés.

Consciente de cet atout patrimonial dispersé au sein du territoire communal, la collectivité choisit ici de repérer et d'identifier les bâtiments et éléments qui pourront évoluer sous réserves du respect des prescriptions de nature à assurer leur protection.

3.4.3. Faire évoluer la ZPPAUP en fonction des exigences du Grenelle 2 de l'Environnement

La Commune dispose d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) créée par arrêté Préfectoral en 1995. La loi de Grenelle 2 du 12 juillet 2010 supprime les ZPPAUP et les remplace par des AVAP, Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine. La Collectivité, par ailleurs, depuis la loi ALUR, dispose jusqu'en juillet 2016 pour transformer la ZPPAUP en AVAP ou choisir de recourir à d'autres outils de protection tels que les plans de sauvegarde et de mise en valeur. La Commune a délibéré pour conduire le lancement d'une AVAP.

Conforter, développer et diversifier le tissu économique et les équipements

Cette orientation vise à permettre non seulement l'accueil de nouvelles entreprises sur du foncier qui leur est spécialement dédié, mais aussi à conforter le rôle du centre commerçant du centre ville de Pernes. L'aérodrome reste dans ses limites actuelles avec des possibilités de constructions d'installations liées aux seuls loisirs de l'aérodrome et nécessaires à son fonctionnement.

4.1. Permettre l'accueil de nouvelles entreprises au sein des zones d'activités économiques

4.1.1. Créer des extensions sur la zone d'activité du Prato

La commune ne disposant plus de foncier économique disponible pour l'avenir, elle choisit d'inscrire en vocation économique, conformément aux obligations du SCoT, 6 hectares de foncier pour donner une réponse aux entreprises locales et aux activités mal logées qui sont à la recherche d'un lieu d'implantation adaptée à leur activité.

Pour ce faire, elle choisit de réserver ce volume de 6 hectares de foncier en extension de la zone d'activités du Prato, tel que le SCoT l'indique. Il est envisagé d'y implanter des activités similaires à celles déjà existantes qui sont orientée essentiellement sur l'artisanat et les services.

Cet aménagement de zone d'activités est envisagé sur plusieurs années en fonction des besoins et de la demande qui reste étroitement lié au contexte économique du moment.

4.1.2. Permettre le maintien des activités existantes situées route d'Avignon

La commune dispose d'une zone de regroupements d'activités économiques qui s'est développée au coup par coup. Il s'agit de la zone d'activités située route d'Avignon.

Cette dernière, située le long de la RD 28, route d'Avignon, est soumise à un risque inondation, qui ne permet pas d'envisager d'extension pour l'avenir. Toutefois, les activités présentes sur ce site économique doivent être en mesure d'évoluer pour ne pas bloquer leur avenir. La Collectivité choisit en accord avec les risques identifiés, de permettre des extensions limitées des activités existantes dans la mesure où elles ne mettent pas en danger les biens et les personnes.

4.2. Conforter l'activité économique du centre ville de Pernes et des Valayans

4.2.1. Reconvertir des anciens bâtiments d'activités pour l'accueil des professionnels

Cet objectif est propre au hameau des Valayans. Il a été décrit au sein de l'orientation générale s'y rapportant. Pour mémoire, rappelons ici que la Collectivité souhaite maintenir une mixité de fonctions au sein du hameau. Pour se faire, elle permet lorsque les conditions techniques sont réunies la reconversion des bâtiments d'activités dès lors que les nuisances sont limitées.

4.3. Adapter les équipements à la population existante et nouvelle

4.3.1. Etendre les équipements existants aux Valayans

Le PADD prévoit un apport de population mesurée sur les Valayans qui doit s'accompagner d'une adaptation des équipements existants. Il est prévu de faire évoluer entre autre les équipements suivants :

- le cimetière sera agrandi en continuité de l'existant,
- l'école et ses équipements annexes disposent de réserve foncière en continuité de l'existant pour permettre les évolutions à venir et en rapport avec la population nouvelle,
- la mairie disposera de foncier réservé en extension pour permettre des évolutions du bâtiment existant,
- des poches de stationnement pourront ponctuer aussi le centre du hameau.

D'autres équipements pourront venir compléter le village comme des équipements culturels, loisirs, sportifs sur des terrains à la périphérie de la zone urbanisée.

4.3.2. Diversifier et compléter l'offre d'équipement public sur Pernes centre élargi

Le PADD prévoit de faire évoluer plusieurs équipements qui arrivent à saturation :

- le camping municipal qui atteint son seuil de remplissage en pleine saison avec ses quarante emplacements. Un doublement des emplacements est nécessaire pour répondre à la demande des dernières années.

La Collectivité choisit toutefois de déplacer le camping municipal sur un autre site, secteur de l'avenue René Char. En effet, toute extension du camping vers le Nord sur le site actuel constituerait un premier pas vers un développement urbain qui nuirait à la qualité des sites et des perceptions proches. La ripisylve de la Nesque et de la Riaille du premier Pont forment une barrière paysagère qui isole la partie déjà agglomérée d'un paysage homogène et cohérent qui se compose de boisements, de fruitiers et de champs de céréales,

- une zone d'extension sur l'école Marie Mauron est également prévue pour des équipements nouveaux,
- une offre de stationnement complémentaire est prévue sur différents sites et notamment à proximité du complexe sportif et à proximité de l'église où le stationnement arrive aussi à saturation.

D'autres équipements publics pourront venir compléter cette offre.

4.4. Favoriser le développement des communications numériques

La création des nouveaux quartiers d'habitat et des zones d'activités économiques doivent s'accompagner de la création des moyens de communications numériques qui constituent un droit d'accès aux outils modernes de communication pour tous. Les nouveaux quartiers d'habitat seront raccordés à l'internet.

Les zones d'activités devront dans la mesure du possible être desservies par le haut débit, voire le très haut débit. Ces éléments concourent à l'attractivité du foncier dédié aux entreprises.

Maintenir et valoriser la vaste zone agricole qui ceinture l'urbanisation

Cette orientation contribue à assurer le maintien des espaces agricoles qui ceinturent l'enveloppe urbaine définie au sein du présent PADD. Elle prévoit à ce titre :

- la valorisation d'une agriculture à forte valeur ajoutée que constitue le maraîchage, l'arboriculture et la viticulture,
- l'extension de la plaine cultivée et boisée située à l'Est de l'axe de la RD 1 – RD 28,
- l'évolution de l'habitat ancien et identitaire situé dans les espaces agricoles.

5.1. Maintenir la vaste plaine agricole et bocagère située au Nord-Ouest de la commune

5.1.1. Assurer aux exploitants agricoles les moyens de perdurer dans leurs activités

Ce secteur de la commune participe à la production maraîchère locale et remplit un rôle économique important à l'échelle du bassin de vie. La proximité de ces zones avec le tissu urbain les fragilise. Au travers de cet axe d'orientation, la Collectivité souhaite laisser toute sa place à l'activité agricole en facilitant l'implantation des bâtiments d'exploitation sur la zone et toute structure qui participe au fonctionnement de l'activité agricole (notamment les serres).

L'amélioration des conditions d'exploitation se traduit également par une amélioration des accès aux zones d'exploitation dans un objectif de réduction des enclaves parcellaires et de mitage qui contribuent à développer des conflits d'usages.

5.1.2. Encadrer l'urbanisation non liée à la production agricole dans les zones composées de cultures sous abris

Dans ces espaces agricoles, de nombreuses constructions non liées directement à l'activité agricole existent. Elles constituent un mitage ancien de la plaine agricole qui est largement habitée par des non agriculteurs. Il s'agit ici de consolider la vocation des terres agricoles en cultures sans éléments d'aménagement qui n'auraient aucun lien avec les objectifs de production et qui contribueraient au contraire à perturber l'activité économique.

Toutefois, les évolutions législatives récentes indiquent des possibilités d'extension mesurées au sein de ces espaces dans la mesure où :

- l'évolution des constructions existantes ne portent pas atteinte à la préservation des sols agricoles et forestiers et à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysage,
- les conditions d'implantation et de densité des constructions permettent toujours d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

5.1.3. Inscrire une coupure agricole entre les zones de Prato et l'entrée de ville Nord route de Carpentras

Les secteurs cultivés et situés entre la zone du Prato et la nouvelle porte d'entrée Charles de Gaulle doivent rester dédiés à l'activité agricole. Ainsi, le PADD ne prévoit pas de jonction entre ces deux espaces en accord notamment avec les prescriptions du SCoT qui ont également affirmé un rôle de coupure verte à maintenir entre ces deux limites d'enveloppes urbaines.

5.2. Etendre la zone cultivée et boisée située à l'Est de l'axe de la RD 1

5.2.1. Reconstituer et maintenir les espaces agricoles situés en frange urbaine

Les contours de la nouvelle enveloppe urbaine permettent de restituer des espaces fonciers laissés en attente et plus particulièrement à l'Est de la commune.

La nouvelle fonction économique de ces espaces affichée au sein du PADD permettra de donner une nouvelle vocation agricole à ces espaces qui ont été par le passé mis en attente du fait de la proximité de la frange urbaine. Cette dernière ayant été réajustée, les terrains peuvent être restitués à l'activité agricole.

Cette orientation doit permettre une remise en culture des terres non valorisées et une reconquête des friches plus particulièrement localisées sur les reliefs boisés.

5.3. Permettre au bâti ancien d'évoluer au sein de l'ensemble des espaces agricoles

5.3.1. Autoriser des évolutions du bâti ancien de caractère à vocation d'habitat

L'ensemble des espaces agricoles qui ceinturent les enveloppes urbaines est occupé par un habitat diffus qui constitue un héritage du passé. Il s'agit d'un mitage ancien qui a évolué au fil du temps et qui est fortement ancré dans le paysage vauclusien.

Cet habitat ancien a été peu à peu complété par un mitage fait de constructions pavillonnaires sans lien direct avec l'activité agricole.

Cette orientation ne remet pas en cause la limitation du mitage en zone agricole, mais permet aux constructions anciennes et de caractère d'évoluer à condition que l'équilibre architectural et historique soit maintenu. Les bâtiments concernés sont inventoriés sur la base de critères objectifs dans les pièces réglementaires du PLU.

5.3.2. Autoriser des évolutions et/ou reconversion des hangars agricoles

De nombreux hangars agricoles ponctuent la plaine agricole et bocagère. Une partie d'entre-eux est utilisée par des agriculteurs, l'autre par des activités qui ne sont pas en lien direct avec l'agriculture.

A travers cet axe, la Collectivité souhaite maintenir l'ensemble des activités qui occupent ces bâtiments d'exploitation. Dans le cas inverse, il serait nécessaire de réserver du foncier économique au-delà des 6 hectares d'extension prévue au sein de la zone d'activités.

Protéger, valoriser les espaces naturels et les corridors écologiques

Pernes-les-Fontaines s'est fixé comme objectif, la préservation, la reconstitution et la valorisation des espaces naturels et agricoles, en prévoyant :

- la reconstitution du milieu naturel dégradé (faune et flore) en confortant le rôle paysager et écologique des espaces situés au sein de la zone Natura 2000,
- l'interdiction d'une urbanisation nouvelle au sein des espaces Natura 2000,
- la préservation des corridors écologiques,
- l'arrêt des activités de carrière,
- la valorisation d'espaces de loisirs nature et sportif,
- la création d'itinéraires mode-doux.

Cette orientation permettra aussi de conforter le rôle paysager de la trame verte et bleue qui parcourt l'ensemble du territoire.

6.1. Proscrire toute nouvelle construction le long de la Sorgue de Velleron, de la Nesque et du canal de Carpentras

6.1.1. Protéger et restaurer les espaces naturels d'intérêt écologique et paysager

La collectivité souhaite préserver les espaces naturels d'intérêt écologique et/ou paysager de son territoire. Aussi, elle interdit toute urbanisation nouvelle au droit de la zone Natura 2000 et limite fortement l'urbanisation dans les collines boisées au Sud-Est de son territoire.

Elle souhaite également favoriser les conditions de restauration des espaces dégradés de la zone Natura 2000. Cet objectif est détaillé de manière plus précise à l'orientation générale n°1.

6.1.2. Protéger et restaurer les corridors écologiques

Avertie du rôle écologique et paysager qu'offrent les principaux cours d'eau et canaux de son territoire, la Collectivité préservera les ripisylves présentes afin de maintenir leur continuité et leurs rôles.

Enfin, le PADD prévoit d'interdire toute urbanisation le long des cours d'eau et canaux afin de maintenir et de permettre la restauration des ripisylves présentes et de conforter leur rôle paysager et fonctions écologiques.

Cette orientation est déclinée ci-avant dans différentes orientations générales.

6.2. Restaurer les milieux naturels dégradés

6.2.1. Stopper tout développement des carrières et interdire toute nouvelle extraction

Plusieurs carrières situées au Nord-Est de la commune ont été ou sont en cours d'exploitation. **Le PADD prévoit de ne pas ouvrir de nouvelles carrières afin de ne plus porter atteinte aux milieux naturels et de préserver le paysage de ces extractions.** Tout secteur dédié à une activité de carrière disposant des autorisations en cours pourra continuer son activité, qui ne sera pas renouveler en accord avec le principe de restauration des milieux naturels dégradés du présent PADD.

Les zones de carrières seront restituées aux espaces naturels et devront nécessairement faire l'objet de remise en état sauf lorsque la nature a regagné l'espace, pour celles qui ont été exploitées. La Collectivité fait le choix ici de supprimer les zones qui avaient été incluses en exploitation et qui n'ont pas été exploitées. Plusieurs hectares sont ainsi préservés d'une dégradation de la faune et la flore.

6.2.2. Interdire les activités de concassage

En complément de l'action décrite précédemment, la collectivité choisit également d'interdire toute installation d'activité de concassage qui dégrade les espaces naturels et présente un impact négatif fort dans le grand paysage.

6.2.3. Remettre en état les anciennes gravières pour créer des espaces de pêche ou des remises en culture

Les anciennes gravières constituent des espaces dégradés qui nuisent à la qualité des espaces naturels. Des reconversions peuvent être envisagées, notamment à destination de loisirs (pêche), de remise en culture. Il s'agit ici de permettre au site de retrouver un usage plus en accord avec leurs valeurs naturelle et patrimoniale.

En complément, certains espaces peuvent également être reconvertis pour la création de lieux de production d'énergie propre, tel que le photovoltaïque.

6.3. Créer et valoriser des zones de détente au sein des espaces naturels loisirs

6.3.1. Créer des itinéraires mode-doux le long de la Nesque et du canal de Carpentras

La création d'itinéraires de mode doux le long de la Nesque et du Canal de Carpentras doit permettre la mise en valeur du patrimoine naturel et le renforcement de son rôle paysager, tout en créant un circuit de déplacement doux dans un cadre agréable et sécurisé pour les pernois et les touristes.

La définition du tracé des cheminements sera réalisée de manière à concilier cet aménagement avec la conservation des milieux naturels.

L'ensemble des itinéraires sera accompagné de points d'informations sur la rivière, ses fonctions naturelles, sa faune et flore afin d'allier loisirs et découverte. La Nesque sera partiellement concernée par ces voies mode-doux. Des parcours de loisirs et de santé pourront ponctuer ces itinéraires.

Seront plus particulièrement concernés par cette mesure, le secteur de Puy Bricon, qui permet par un parcours santé de relier le village au chemin de Canet ou au Grand Font. Des sentiers piétons ou cycles sont également à prévoir entre le chemin de la fabrique et l'impasse Croix de Boët. Enfin, le long du canal de Carpentras, il existe déjà des possibilités d'accès piétons sur une grande partie des berges, accès qui sont à conforter.

6.3.2. Appuyer la reconquête et reconversion des anciennes gravières en espace de loisirs ou agricoles

La remise en état des gravières constitue un enjeu dans la mesure où les comblements s'effectuent souvent par des matières qualifiées de déchets inertes. Le PADD prévoit de repérer ces espaces et de leur permettre d'évoluer vers des espaces de loisirs de type nature, c'est-à-dire sans constructibilité. Il s'agit ici, au moyen d'un classement approprié à définir dans les documents réglementaires du PLU, de permettre des reconversions de type plan d'eau pour la pêche, ou de recolonisation par la nature. Il s'agit, de faire en sorte que le PLU permette facilement une reconquête naturelle qui passe nécessairement par des aménagements légers qui resteront possibles sur les espaces identifiés.

6.3.3. Permettre aux sites emblématiques de loisirs d'évoluer

La commune dispose de plusieurs sites de loisirs plus ou moins valorisés ou structurés au sein des espaces agricoles et naturels et qui constituent des « poumons verts » pour les habitants. Ce sont les espaces de loisirs de Prato plage, Pernes plage, ou encore le site du Moto cross, du BMX pour ne citer qu'eux.

Situés au sein des espaces naturels, la Collectivité choisit de les conforter en précisant des prescriptions particulières qui permettront de les valoriser sans porter atteinte à leur environnement proche.

6.3.4. Permettre aux anciens Mas et Maison de Maître disposant d'une forte valeur patrimoniale d'évoluer

De nombreux mas ponctuent la plaine agricole et les espaces naturels. Ils sont parfois le siège d'activités touristiques, équipements hôteliers ou de loisirs qu'il, convient de conforter pour leur permettre de maintenir leurs activités. Parmi les plus emblématiques, on peut citer Pichony, Saint Barthélémy, Saint Joseph et Foncevérane.

Un inventaire précis sera réalisé. Il permettra à ce patrimoine historique d'évoluer au sein des espaces naturels de manière mesurée en cohérence architecturale avec l'histoire du bâtiment.

Le petit patrimoine d'intérêt local fera également l'objet de protection.

Cette orientation se veut transversale.

7.1. Assurer la qualité des eaux par la lutte contre la pollution

7.1.1. Protéger la ressource en eau

Afin de protéger les sources d'alimentation en eau potable d'une éventuelle pollution de surface, toute urbanisation à vocation d'habitat ou d'activités au droit et à proximité immédiate de leur champ captant est proscrite.

Afin de préserver la ressource en eau potable, les lotissements et les zones urbanisables pourront être également desservis par le Canal de Carpentras, et disposer d'un réseau d'irrigation pour les jardins.

7.1.2. Assurer un bon assainissement des eaux usées

Les systèmes d'assainissement des eaux usées de la commune sont adaptés pour accueillir les nouvelles populations prévues dans le PADD.

L'ensemble des nouvelles constructions seront raccordées au système de traitement collectif des eaux usées afin d'assurer un traitement optimal de ces eaux et limiter les risques de pollution.

7.2. Prendre en compte les risques d'inondation

7.2.1. Limiter ou interdire l'urbanisation dans les secteurs identifiés à risque

La Collectivité a intégré dans son projet urbain les différentes prescriptions relatives aux zones d'inondation identifiées et imposées par l'Etat afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes. L'urbanisation est ainsi rendue possible mais limitée dans les secteurs dénommés de « transition », dès lors qu'ils sont soumis à un risque faible, au sein des secteurs de dents creuses qui peuvent recevoir une urbanisation. Sur les autres secteurs soumis à un risque inondation et ne rentrant pas dans ce cas de figure, toute construction nouvelle est proscrite en dehors du centre ancien et sous certaines conditions.

7.2.2. Prendre en compte le ruissellement urbain

Afin de limiter l'aggravation du risque d'inondation, la Collectivité définit son projet urbain en :

- limitant l'urbanisation sur les reliefs,
- préservant les cours d'eau et canaux, leurs berges et ripisylves,
- conservant l'ancien réseau de canaux du Canal de Carpentras, encore utilisé pour l'évacuation des eaux pluviales,
- limitant l'imperméabilisation des sols par une gestion cohérente des eaux pluviales et de la densité des habitations dans le cadre des opérations d'aménagement,
- réalisant un schéma directeur des eaux pluviales pour assurer une bonne gestion.

7.3. Préserver et restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques

Consciente du rôle essentiel que joue le vaste réseau hydrographique de son territoire, tant d'un point de vue écologique et paysager qu'en termes d'irrigation des terres agricoles et d'évacuation des eaux pluviales, la Collectivité souhaite pérenniser ce réseau et optimiser ses différentes fonctionnalités.

La préservation des fonctionnalités naturelles des cours d'eau, à savoir notamment leurs capacités de régulation des crues et d'auto-épuration assurant une bonne qualité de leurs eaux, passe notamment par la préservation et restauration des berges et ripisylves nécessaires au bon fonctionnement écologique de la rivière. Aussi, toute urbanisation sera proscrite le long des cours d'eau et canaux afin d'assurer cette préservation.

7.4. Préserver et mettre en valeur le patrimoine lié à l'eau

Le vaste réseau hydrographique de Pernes-les-Fontaines majoritairement façonné par la main de l'homme pour les besoins de l'agriculture, s'accompagne d'un patrimoine bâti ancien de qualité constitué notamment de barrage, de vannes, de moulins que la Commune souhaite protéger et mettre en valeur.

Ce vaste réseau comprend également une partie de canaux secondaires, qui ne sont plus aujourd'hui utilisés pour l'irrigation des terres agricoles, mais offrent un rôle non négligeable dans l'évacuation des eaux pluviales de la zone urbaine, et qu'il faut préserver pour ne pas aggraver le risque d'inondation.